

LES RAPPORTS DE DÉPENDANCE PERSONNELLE AU BRÉSIL PERMANENCES ET TRANSFORMATIONS

Sous des appellations diverses (rapports verticaux (1), patronage, clientélisme, etc.), les rapports de dépendance personnelle ont été particulièrement étudiés durant les années soixante et soixante-dix. Des recherches effectuées en Asie, en Amérique latine, sur le pourtour de la Méditerranée et en Afrique, en ont souligné le caractère universel (2). Ils offrent à l'observateur une grande diversité de formes et de degrés, qui a longtemps freiné les tentatives de synthèse. Ce n'est donc que depuis deux ou trois décennies que les caractères généraux qu'ils partagent ont été mis en évidence, les auteurs s'opposant davantage sur des détails que sur le fond. Ce sont avant tout des rapports dyadiques (3), autrement dit des rapports directs, privilégiés, entre deux individus. Ils peuvent se référer à un code, voire à un contrat écrit (4), mais sans l'intervention d'un tiers (la Loi à caractère universel) pouvant sanctionner de façon égale les deux contractants. Le dominant est alors juge et partie. Un tel type de relation se situe à l'opposé des rapports idéalement – mais c'est là une différence fondamentale – anonymes et contractuels des bureaucraties ou du marché capitaliste. Il y a engagement personnel, fondé sur des valeurs et des représentations telles que la loyauté, la fidélité et la réciprocité. Dans le monde méditerranéen et en Amérique latine, de tels liens sont fréquemment évoqués par les participants en termes de parenté, et d'ailleurs souvent symbolisés par un lien tel que le *compadrio* (au Brésil), ou compérage, réunissant le père et le parrain d'un enfant (5). Ce sont fondamentalement des rapports de pouvoir, "verticaux", c'est-à-dire asymétriques,

(1) Cf. WOLF 1966, p. 81 : "...coalitions may involve peasants with peasants – we shall call such coalitions *horizontal*. Or they may involve peasants with superiors outsiders – we shall call such coalitions *vertical*".

(2) Cf. à titre d'exemple, les études regroupées dans BOISSEVAIN & MITCHELL 1973 ou bien dans SCHMIDT *et al.* 1977.

(3) Cf. WOLF 1966 ; C.-H. Lande, *The dyadic basis of clientelism*, in SCHMIDT *et al.* 1977 ; MÉDARD 1976, etc.

(4) Dans ce cas, le contrat écrit ne concerne naturellement que les prestations matérielles ; en particulier les redevances en argent ou en produit. Par contre l'engagement personnel va bien au-delà de ce qui est stipulé, et les deux parties le savent.

(5) Comme le fait remarquer J. F. MÉDARD, étant donné qu'il y a recherche de protection de la part du plus faible, "il s'agit d'un rapport de clientèle qui s'habille en relation de parenté volontaire et qui est sacralisé par la religion" (p. 107).

inégalitaires, quelles que soient les formes idéologiques sous lesquelles ils se présentent. Cette inégalité est à la base de la dépendance. Le dominant maîtrise une ressource, matérielle ou non (6), à laquelle le dominé n'a pas accès et qui lui est cependant nécessaire.

Au-delà de ces caractères généraux, ici résumés à l'essentiel, se pose le problème des limites que l'on doit assigner à un champ conceptuel aussi vaste afin de conserver sa pertinence. Est-il licite de parler de rapports clientélistes dans des sociétés agricoles segmentaires, par exemple, ou bien lorsque les rapports patron-client présentent un haut degré d'institutionnalisation (Rome antique, féodalisme...), et qu'en est-il lorsque l'État s'appuie sur un appareil législatif moderne mais assure sa domination par des méthodes clientélistes ?

ÉLÉMENTS POUR UN DÉBAT

Pour ce qui est des sociétés relevant du mode de production domestique (SAHLINS 1976), l'ambiguïté vient de ce qu'elles sont tenues pour être, assez mystérieusement, à l'origine de l'imaginaire mis en œuvre dans les rapports de clientèle. Pour rendre compte du fait qu'on ne les considère pas comme relevant du clientélisme tout en les situant à l'origine de ses valeurs, les chercheurs recourent à des explications du type suivant : dans les sociétés domestiques, il y aurait exacte superposition entre les pratiques prestataires-redistributives et les rôles et positions désignés par le "vocabulaire de la parenté". C'est l'extension des échanges au-delà de la sphère de réciprocité définie par la filiation et l'alliance, et *a fortiori* le contact avec un marché généralisé et des rapports capitalistes, qui entraîneraient une "désimbrication" et l'apparition de rôles nouveaux, tels que celui d'intermédiaire entre les deux sphères – place d'ailleurs fréquemment occupée par un personnage éminent de l'ordre lignager (7), source supplémentaire de confusion. Ce n'est qu'à partir de cette désimbrication, et de l'extension "illégitime" du vocabulaire de la parenté, que l'on pourrait caractériser un rapport comme clientéliste (8), bien qu'il s'agisse d'une condition nécessaire mais pas suffisante. Néanmoins, ces explications laissent en grande partie de côté la question de la prégnance du vocabulaire et des représentations dont on cherche à rendre compte. C'est sans doute dans les caractéristiques propres au mode de production domestique qu'il faut en chercher les fondements, plutôt que dans une rémanence culturelle. Selon C. Meillassoux, le cycle agricole est caractérisé par une succession d'avances et de restitutions au cours de laquelle les cadets sont redevables aux aînés de leur subsistance, puis des semences nécessaires à l'inauguration du cycle. On peut y voir la matrice de la réciprocité, de la solidarité, de la dette (le fait d'être redevable) ainsi que la figure du père (aîné) nourricier (MEILLASSOUX 1975, p. 70 et p. 76) (qui fournit les moyens de subsistance). Une telle approche permet de dissocier ces rôles et positions d'un "vocabulaire de parenté" particulier. Cela permettrait

(6) Dans les termes utilisés par P. Bourdieu le dominant détient un "capital" matériel ou symbolique source de son pouvoir (BOURDIEU, 1980, p. 210).

(7) Cf. l'article de GELLNER, "Patrons and Clients", in BOISSEVAIN 1973.

(8) Une illustration de ce phénomène peut être observée au Brésil, lorsqu'un ressortissant indigène devient intermédiaire privilégié d'agents économiques ou politiques, et s'assure grâce à cela une position de redistributeur vis-à-vis des membres de son groupe, voire au-delà, devenant ainsi un petit "patron".

également de rendre compte de la relative permanence de ces valeurs chez les populations agricoles – du moins tant que l'agriculture fonctionne en partie sur ces principes – ainsi que de la disposition à entrer dans des rapports de dette et de reconnaissance (9).

C'est lorsque la symétrie est rompue et que l'exercice du pouvoir est assuré de façon permanente par un individu ou un groupe que les mécanismes de l'échange s'apparentent le plus aux rapports clientélistes (10). La redistribution est alors la clef de l'obtention du prestige et de la légitimité. Le don permet d'une certaine façon de posséder la vie de ceux qui ne peuvent rétribuer à l'identique et doivent par conséquent assumer une dette morale. La différence de statut est à la fois garantie et reproduite en permanence par l'échange asymétrique de dons. Dans ces situations, qui peuvent être aisément extrapolées aux mécanismes clientélistes-paternalistes rencontrés dans les sociétés complexes, c'est la faiblesse ou l'absence de garantie institutionnelle de la domination qui contraint le dominant à déployer des efforts constants pour en assurer la pérennité (BOURDIEU 1980). Mais alors qu'en est-il lorsque le degré d'institutionnalisation est élevé ?

Les relations patron-client de la Rome antique sont souvent considérées comme archétypiques. Ces relations sont attestées dès l'époque archaïque, où chaque *gens* possédait un nombre variable de clients qui témoignait de sa puissance. Les différentes charges du pouvoir étatique étaient bien garanties par les institutions, mais il y avait compétition entre les membres de l'oligarchie pour y accéder. Dans cette compétition, la richesse et la renommée, et par conséquent les fonctions redistributives censées démontrer la générosité du donateur (évergétisme), jouaient un rôle important. Bien qu'en fait il s'agisse d'un cas limite du point de vue du clientélisme, le cas de Rome est intéressant dans la mesure où l'on assiste à la mise en place des principales figures du champ politique moderne (y compris les guerres civiles, les luttes entre les différentes classes sociales pour s'approprier l'État ou l'influencer, les pratiques populistes, etc.). Certains traits présentent également une analogie avec la situation du Brésil colonial et impérial : extension du latifundium (11), concurrence entre la main-d'œuvre esclave et le travail libre (avec pour conséquence l'accumulation en ville d'hommes libres sans travail), redistribution étatique, clientélisme électoral, etc.

Les relations patron-client sont parfois comparées aux rapports de type féodal. On peut cependant objecter, avec Gellner (*in* BOISSEVAIN 1980), que dans ce cas l'ethos est transparent, symbolisé, ritualisé et institutionnalisé. Il constituait la légalité de l'époque, une référence à laquelle les deux parties pouvaient recourir – un appareil juridique existait, capable de

(9) Nous laissons de côté le débat théorique sur la réciprocité, dont certains chercheurs font le fondement de la sociabilité humaine (voir, par exemple, l'intéressante relecture de l'*Essai sur le don* faite *in* TEMPLE & CHABAL 1995). Il semble suffisant pour notre propos de la rapporter aux échanges *viagers* décrits par C. Meillassoux ; une "dette de vie" en quelque sorte.

(10) "On passe par degrés de la symétrie de l'échange de dons à la dissymétrie de la redistribution ostentatoire qui est à la base de la constitution de l'autorité politique : à mesure que l'on s'éloigne de la réciprocité parfaite, qui suppose une relative égalité de situation économique, la part des contre-prestations qui sont fournies sous la forme typiquement symbolique de témoignages de gratitude, d'hommages, de respect, d'obligations ou de dette morale s'accroît nécessairement" (BOURDIEU 1980, p. 210).

(11) G. HERMET (1983) remarque dans *Aux frontières de la démocratie* que le clientélisme est particulièrement répandu dans les pays où un système agraire basé sur le latifundium a pu se maintenir, en particulier l'Europe méditerranéenne et l'Amérique latine. L'héritage de Rome peut être légitimement invoqué.

sanctionner. Mais à partir du moment où existe un État et ses lois (abstraites et "universelles"), le patronage ne parvient jamais à devenir le modèle légal de référence du pays, malgré son caractère généralisé et son code éthique proclamé. Bien que l'État colonial et impérial brésilien ait eu un caractère patrimonial accentué, le patronage, utilisé et instrumentalisé, a toujours été sous contrôle.

Les similitudes entre les liens de dépendance personnelle contemporains et des formes historiques de domination expliquent pourquoi ils sont souvent considérés comme une survivance d'un temps où l'État, le droit, la règle générale et anonyme n'existaient pas. Ou bien, dans le cas où les institutions de type universaliste sont présentes, on y voit le signe de leur incapacité à assurer les prérogatives de l'État dans tous les secteurs ou sur l'ensemble du territoire. Partiellement exactes, ces affirmations ne peuvent cependant rendre compte de la complexité des situations. La présence significative de tels rapports au sein des sociétés les plus "modernes" (corruption, faveurs, récréation constante de liens sociaux personnalisés...), dont la reconstitution menace toujours de pervertir les institutions – même s'ils paraissent être relativement sous contrôle – doivent nous conduire à dépasser une interprétation en termes d'un archaïsme que la modernité aurait pour mission d'abolir. Certaines formes, historiquement datées, sont en effet anéanties par les transformations économiques ou bien par l'action de l'État, sous-tendue par des forces sociales dominées capables de se constituer en sujet politique, mais il semblerait que des adaptations permanentes remettent constamment l'ouvrage sur le métier, faisant resurgir, là où on les attendrait le moins, des rapports sociaux considérés comme dépassés (au sein des mouvements syndicaux, dans le commerce illégal, etc.). On serait tenté de dire que là où l'État est présent, l'exploitation tend à se rabattre sur la forme légale aujourd'hui acceptée, alors que les rapports personnalisés sont repoussés aux marges. Mais ici encore, il serait facile de montrer comment, au cœur des sociétés dites modernes, sont tolérés des espaces où le droit n'est pas appliqué. Si la Loi constitue bien un recours dans ce dernier cas, encore faut-il que les groupes ou individus soient en condition de faire valoir leurs droits, et aient avantage à le faire. Il semble donc nécessaire de dépasser les formulations en termes de faillite de l'État ou du marché, afin de proposer une vision positive et unifiée de ces formes particulières de mobilisation de la force de travail et de structuration du champ politique. Il faut chercher à comprendre de quelle façon sont reproduites les conditions qui permettent à ces rapports sociaux de se recomposer dans différentes configurations.

Enfin, il est important de délimiter le champ du clientélo-paternalisme en fonction du degré d'exploitation imposé et des formes de violence exercées. La relation de clientèle est avant tout un rapport d'échange, certes inégal, mais qui se donne à voir comme réciproque. C'est ce qui fonde sa légitimité aux yeux des participants. L'esclavage, l'asservissement et toutes les formes de domination autoritaire, dans lesquelles il n'y a pas d'illusion de réciprocité, en sont donc exclus. Par ailleurs, l'exploitation économique, bien que souvent présente, doit être considérée comme un cas particulier parmi les avantages pouvant être obtenus par le dominant dans le rapport clientéliste ; le prestige, le statut, la capacité de mobilisation électorale, etc., représentent d'autres formes de capital (BOURDIEU 1980). La coercition directe indiquerait le renoncement à la légitimité, et donc aux formes symboliques de capital, laissant le terrain à la seule logique de l'exploitation économique. Il semblerait également que plus une activité est

rentable, plus le contrôle de la main-d'œuvre est rigoureux et l'imaginaire de la réciprocité absent (12). Ces distinctions sont utiles, mais l'observation nous engage à nous méfier de ces modèles par trop dichotomiques. En effet, la menace de recours à la violence explicite plane toujours sur le rapport clientéliste dans la mesure où celui qui dit la loi et celui qui sanctionne sont une seule et même personne, parlant en son nom propre et mue par des intérêts privés. La violence est non seulement présente aux marges du système, en tant que sanction potentielle des manquements à la règle (13) (et comme partie cachée des discours qui font explicitement usage des métaphores familiales, en particulier des relations père-fils), mais elle peut aussi faire irruption à tout moment en période de crise, ou bien lorsque l'isolement et l'impunité assurée conduisent certains à jeter le masque. C'est là l'effet de l'absence de médiation ou de tiers exclu, capable de sanctionner également les deux parties et de garantir les règles du jeu. Mais par le biais des stratégies de cooptation, la face "douce" de la violence peut, semble-t-il, coexister de façon fonctionnelle avec la coercition physique. Elle répond alors à une nécessité du dominant de s'appuyer sur quelques hommes sûrs et de montrer ce que l'on a à gagner à entrer dans les bonnes grâces du patron ; ce faisant, elle déclenche une compétition servile pour un statut plus favorable, qui rend difficile toute organisation de la main-d'œuvre. C'est souvent de cette façon que sont recrutés les contremaîtres et les *pistoleiros*.

Pour comprendre la complexité et la souplesse de ce type de relations, les différents degrés d'exploitation et de violence, il est utile de se reporter aux schémas proposés par P. Bourdieu. En particulier ceux qui concernent la circularité des rapports entre clientèle et capital (ce dernier permettant la formation de la clientèle qui, elle-même, entraîne l'accroissement du capital, etc.), et la convertibilité, également circulaire, des différentes formes de capital (le capital symbolique permettant la formation du capital matériel qui, lui-même, entraîne l'accroissement du capital symbolique, etc.). Si ce phénomène de conversion est aussi central c'est parce que les patrons n'évoluent pas dans le même univers économique et social que leurs dépendants et occupent une position clef entre deux univers : celui du marché d'un côté et celui des cellules domestiques peu articulées et sans autonomie de l'autre. Le patron joue donc sur deux scènes différentes (14). Cette position est l'axe d'un rapport de forces qui a pour

(12) Ainsi que le remarque M. MAESTRI dans *L'esclavage au Brésil*, l'élevage extensif, par exemple, n'a pas engendré de dures conditions de travail. La rentabilité de ces exploitations était inférieure à celle des autres entreprises esclavagistes, aussi les esclaves étaient-ils moins nombreux que les hommes libres dans la composition de la main-d'œuvre. De plus, "dans l'élevage extensif, qui reposait fondamentalement sur la reproduction naturelle du bétail, il était matériellement impossible d'exiger de l'esclave un surtravail important et systématique" (1991 p. 84). Par contre, dans les *charqueadas* (fermes-usines produisant de la viande séchée pour le marché) du Sud du pays, il y avait d'importants profits à faire et la main-d'œuvre était durement exploitée. On peut faire la même observation en ce qui concerne les *seringais* : à l'époque où le caoutchouc offrait de gros profits, dans les zones où les hévéas étaient nombreux la main-d'œuvre (*seringueiros*) n'avait pas le droit de produire sa nourriture et le régime de la dette était dur. Il s'agissait cependant d'une main-d'œuvre libre et la fiction paternaliste a atteint là des sommets (GEFFRAY 1995). Il semble que dans ce dernier cas – et au vu des conditions d'isolement particulières des régions de production – on soit proche des limites qu'une stratégie paternaliste puisse atteindre sans remettre en cause sa légitimité.

(13) La menace implicite inscrit la relation personnalisée dans un équilibre instable entre la haine et l'amour. À la surenchère de l'acceptation-cooptation peut succéder à tout moment le dépit, le ressentiment et l'explosion de violence (souvent canalisée sur des égaux).

(14) C'est pourquoi nous pensons que le clientélisme électoral, souvent considéré par les analystes politiques comme une catégorie à part, doit être intégré de plein droit aux

enjeu le maintien d'un monopole sur des formes d'accumulation de capital (convertible) par le contrôle de la main-d'œuvre en l'absence d'un marché du travail structuré et garanti par la Loi. Selon les circonstances (nécessité de fidéliser des travailleurs relativement autonomes ou de fixer une main-d'œuvre très mobile, pouvant fuir ou accéder éventuellement à l'autonomie) la domination évoluera selon un axe qui va de la redistribution clientéliste généreuse à la violence physique extrême. Sa limite absolue étant l'esclavage. Or certaines formes d'asservissement pour dette actuellement pratiquées au Brésil en sont proches (sans être identiques).

LES FONDEMENTS DE LA DÉPENDANCE PERSONNELLE AU BRÉSIL

Les rapports de clientèle sont l'expression de fortes inégalités sociales, qu'ils contribuent à reproduire, voire à accentuer. Ils ne sont pas, néanmoins, fondateurs de l'inégalité. Trois conditions sont nécessaires à leur mise en place : un accès inégal aux ressources (15) ; une rupture de l'autonomie des groupes dominés (16) ; l'absence d'un marché – notamment du travail – unifié (17). Il est donc nécessaire de rendre compte à la fois de la production historique de ces trois conditions et de leur maintien – malgré de profondes transformations – jusqu'à l'époque actuelle.

Pour ce faire, une analyse du système politique brésilien est incontournable. Le problème a retenu depuis longtemps l'attention des chercheurs, et il existe de nombreux travaux historiques et de sociologie régionale sur la question (en particulier sur la région du *Nordeste*, étant donné l'héritage laissé par la grande plantation esclavagiste). Certains sont devenus des classiques de référence, tels que l'ouvrage de V. Nunes Leal (1949) sur le clientélisme politique (1949), ou ceux de M. Correia de Andrade et M. I. Pereira de Queiroz. Tous ont perçu l'existence d'un lien étroit entre les rapports sociaux qu'ils décrivaient et les caractéristiques du système politique brésilien. Ils ont essayé d'en rendre compte de façons diverses. La polémique n'est pas achevée. Néanmoins certains points utiles pour le présent débat – la recherche des fondements – recueillent l'adhésion de nombreux chercheurs : il est ainsi possible d'affirmer que l'esclavage colonial n'était pas l'équivalent de l'esclavage antique (18) ; il était totalement articulé au capitalisme et les esclaves représentaient un facteur

mécanismes étudiés ici. L'analyse en terme général de capital se présentant sous diverses espèces montre qu'il n'est pas structurellement différent. L'histoire confirme par ailleurs ses liens étroits avec les autres formes de domination-exploitation fondées sur la dépendance personnelle.

- (15) À l'origine d'une telle répartition on trouve souvent un acte violent fondateur (conquête guerrière, lutte entre différents groupes sociaux, etc.). Au Brésil, la terre a été conquise aux dépens des sociétés indigènes, déstructurées et asservies.
- (16) Celle-ci peut avoir des causes diverses et combinées, mais il faut remarquer qu'elle a souvent été sciemment organisée à des fins de domination. Il serait facile de montrer comment l'autonomie de nombreux groupes indigènes a été brisée à l'époque coloniale par la politique des regroupements (*descimentos*) et le travail forcé. L'autonomie alimentaire, bien que première, n'est évidemment pas seule en cause.
- (17) Au même titre que la contractualité généralisée garantie par l'État et la loi abstraite, il s'agit d'une condition contre laquelle les rapports clientélistes luttent activement.
- (18) Après une longue interruption, l'esclavage reprend, à plus petite échelle, en Europe méditerranéenne au Moyen-Âge, à l'occasion des guerres de reconquête contre les Maures. Avant la découverte de l'Amérique, l'État portugais développait déjà la culture de la canne pour les moulins à sucre sur une base esclavagiste (Maures, puis Africains). L'application du système – et son amplification – dans le Nouveau Monde a été, pour cette raison, rapide et efficace. Voir à ce sujet HEERS 1981.

de production fondamental ; il n'y avait pas non plus dualisme car les différents secteurs de la société – y compris les hommes libres des zones rurales – dépendaient de ce mode de production et lui étaient fonctionnels à différents degrés. Les maîtres esclavagistes, bien qu'ils aient joui quasiment d'un pouvoir de vie et de mort sur le vaste territoire de leur exploitation, n'étaient pas l'équivalent des seigneurs féodaux ; ils ne vivaient pas en autarcie, mais en fonction du marché exportateur, lui-même entièrement dirigé par la Couronne portugaise. C'est pourquoi certains auteurs, notamment R. Faoro, ont insisté sur le caractère patrimonial de l'État brésilien depuis les origines jusqu'à aujourd'hui (19). Cette interprétation permet de voir dans les rapports clientélistes et paternalistes actuels l'effet de la persistance de certaines formes de domination politique plutôt que des "survivances", des "empreintes", à connotation culturelle marquée et dont le pouvoir explicatif est faible.

Comme dans la plus grande partie de l'Amérique latine, la fondation de l'inégalité au Brésil est basée sur l'accès à la terre. Elle est inaugurale ; en effet, la colonie de peuplement un instant envisagée au début du XVI^e siècle a rapidement cédé la place au latifundium agro-exportateur (20), étant donné le coût élevé des esclaves africains et la nécessité d'obtenir des crédits de la Couronne – cette dernière privilégiant le commerce exportateur, plus rentable que la colonisation. Le système consistant à concéder de larges domaines fonciers (*sesmarias*) à des personnages considérés comme financièrement et politiquement aptes à les mettre en valeur constituera la base du latifundium (21). De concession administrative au départ, les *sesmarias* prendront vite une connotation patrimoniale. Les zones rurales sont alors caractérisées essentiellement par une opposition entre maîtres et esclaves – bien qu'il y eût également quelques petits cultivateurs, artisans, colporteurs et transporteurs à la périphérie de la plantation. La situation va devenir plus complexe à partir du début du XIX^e siècle. La baisse des activités commerciales, les difficultés à se procurer des esclaves, vont entraîner un repli momentané des grandes plantations sur elles-mêmes (elles vont donner une plus grande place à l'autosuffisance alimentaire, et donc connaître une diversification interne). À cela va s'ajouter la croissance parallèle d'une population métisse à l'intérieur et à la périphérie des plantations. Tous ces phénomènes vont contribuer à diversifier la structure sociale ; en plus des maîtres et des esclaves, on trouve maintenant une chaîne de dépendants, depuis des petits planteurs qui louent de la terre au grand propriétaire jusqu'à des petits colons qui, en échange de l'autorisation de construire leur maison et de pratiquer une agriculture vivrière, vont fournir une certaine quantité de produit ou de travail. Ils peuvent être

- (19) Cf. FAORO 1989. L'auteur, après avoir réfuté l'hypothèse d'un féodalisme brésilien (et même portugais), montre comment s'est développé un capitalisme d'État basé sur le commerce (au Portugal), puis sur l'agriculture exportatrice et les mines (au Brésil, sous le commandement de la couronne). C'est le développement parallèle d'une bureaucratie et d'oligarchie politique fonctionnant par cooptation, et capable de se reproduire dans la différence, en dépit des transformations sociales, qui assurerait la pérennité des tendances patrimoniales jusqu'à aujourd'hui. R. Faoro va jusqu'à affirmer qu'à l'opposition métropole/colonie s'est substituée une opposition État/Nation à partir de l'indépendance.
- (20) Pour WEBER (1971, p. 319), le "capitalisme colonial" et le "capitalisme de plantation" relèvent du patrimonialisme.
- (21) On en retrouvera curieusement un écho dans le processus de colonisation de l'Amazonie au début des années 1970 : les projets de colonisation destinés aux petits agriculteurs seront vite considérés comme trop coûteux ; l'État va donc, à partir de 1974, attribuer préférentiellement les terres à ceux qui ont la capacité de les mettre en valeur, c'est-à-dire aux détenteurs de capitaux.

expulsés sommairement (FAORO 1989). C'est à partir de ce moment que se mettent en place et se développent considérablement les rapports patron-clients. La fin de l'esclavage verra s'accroître dans de grandes proportions la population de dépendants ; beaucoup d'affranchis restent dépendants de leurs anciens maîtres. Le pays était grand et peu peuplé, il y avait donc des terres disponibles ; mais les plus fertiles – parmi celles qui étaient accessibles – étaient appropriées. Par ailleurs, le banditisme régnait et les populations indigènes occupaient encore de vastes territoires. Le fait décisif, cependant, est le besoin de produits manufacturés qui conduisait les dominés à rechercher les points d'intersection avec le marché – autrement dit les grands domaines – et les capacités redistributives des patrons. Paradoxalement, le phénomène clientéliste sera renforcé – et transformé – avec l'avènement de la République : l'extension du vote, devenu un enjeu en zone rurale, entraînera une nouvelle forme de dépendance – le clientélisme politique – et la recherche d'avantages octroyés par les pouvoirs publics et manipulés par les notables locaux. La figure emblématique du *coronel* (22), qui existait depuis l'empire, en sort momentanément fortifiée. Il s'agit d'un notable qui exerce certaines fonctions locales de maintien de l'ordre (entre autres) au service des gouvernements des États. On retrouve en lui une figure de "patron" bien connue des zones rurales méditerranéennes : paternaliste, il sert d'intermédiaire entre le gouvernement de l'État et les habitants des zones rurales. Les relations sont basées sur la confiance et l'échange de services, dont le vote. Si la fonction officielle a disparu, le personnage est encore une référence, et pas seulement à des fins folkloriques.

Avec des variantes régionales, et des transformations au cours du temps, les grandes propriétés ont développé des relations très semblables avec leurs dépendants dans la majeure partie du Brésil. Après l'abolition de l'esclavage les grands propriétaires ont eu recours à une stratégie de fixation de la main-d'œuvre sur leurs domaines, offrant aux *moradores* un lopin de terre à cultiver, en échange de travail toujours, de rémunération ou de produit parfois (notamment quand il s'agissait du produit principal exploité commercialement par le domaine). Un important patrimoine foncier permettait de fidéliser une nombreuse main-d'œuvre. Des petits propriétaires voisins travaillaient aussi occasionnellement pour le patron (23). Redevables de la terre, les *moradores* contractaient dès le départ une dette morale qui les mettait en situation de dépendance permanente. Ils se percevaient eux-mêmes comme "assujettis" (GARCIA 1989). Le patron avait ainsi l'avantage de disposer d'une main-d'œuvre disponible aux moments où il en avait besoin, et qui s'auto-entretenait le reste du temps. Hormis les gros travaux, de multiples petites tâches pouvaient être accomplies pour le bon fonctionnement quotidien de l'exploitation sans qu'il soit question de rémunération ; cela faisait partie des "services rendus". La grande exploitation possédait (et possède encore souvent) un magasin où le *morador* (mais parfois aussi le petit propriétaire voisin) devait s'approvisionner (le *barracão*). Il s'agissait d'une source de profit supplémentaire pour le patron, mais surtout d'une stratégie d'endettement et d'attachement de la main-d'œuvre. Le crédit consenti au magasin liait le *morador* par une dette d'argent (même si celui-ci apparaissait peu dans

(22) Voir, entre autres, LEAL, 1986 [1949].

(23) Ces figures existaient durant la période de l'esclavage, mais elles étaient minoritaires, ou propres à certains types d'exploitation.

les transactions au départ) (24). Ainsi, comme le remarque A. Garcia (1989) pour les années cinquante dans le *Nordeste*, le *morador* avait toujours intérêt à travailler pour le patron afin d'obtenir au magasin les biens essentiels qu'il ne pouvait produire. Par ailleurs, les accords terre contre travail évoluaient, selon la conjoncture internationale (prix des produits sur le marché mondial) et régionale (épuisement des terres, disponibilité de main-d'œuvre, etc.), entre une assez grande libéralité et un haut degré d'extorsion (25).

Le système succinctement décrit ci-dessus a marqué profondément la structure sociale et politique brésilienne. Lewin (1987) montre que durant toute la *República Velha* (1889-1930), les *moradores*, qui représentaient la majeure partie de la population du pays, ont formé la base de sustentation des oligarchies agraires et du système de contrôle social vertical basé sur le clientélisme. L'industrialisation, l'urbanisation (26) et la diversification des activités professionnelles des membres de l'élite (qui les rend moins dépendants des revenus agraires) ont incontestablement affaibli les bases traditionnelles de sustentation des oligarchies. L'État brésilien a également mené, depuis environ cinquante ans, une politique centralisatrice destinée à briser les fidélités de type traditionnel, recourant souvent pour cela au populisme. Néanmoins, chacun en convient, les oligarchies ont su s'adapter et conserver une part de leur pouvoir grâce à de nouvelles articulations politiques. De plus, les bases de ce pouvoir, ébranlées, n'ont pas été véritablement atteintes (27), la meilleure garantie de son maintien étant l'existence d'une importante population vivant dans le besoin. Globalement, les parlementaires déterminent plus leur comportement politique en fonction de leurs attaches régionales et clientélistes (en tant que redistributeurs des mannes publiques) (28) que par rapport à des positions idéologiques de parti. Le gouvernement lui-même, traversé par les mêmes lignes de force, joue de la redistribution sélective pour s'attacher les parlementaires et faire voter ses projets.

Dans ces conditions, il est vain d'attendre une modernisation *sui generis* de l'appareil et des pratiques politiques (29). Il semble cependant

(24) Le même système sera retrouvé, poussé à l'extrême, dans les *seringais* amazoniens à partir du milieu du XIX^e siècle.

(25) L. LEWIN (1987) montre ainsi une régression des conditions du *morador* durant le XIX^e siècle. À partir de 1870 de nombreux petits propriétaires deviennent à leur tour *moradores* car la valeur de leur production baisse et ils n'obtiennent plus de crédit auprès des grands propriétaires.

(26) Dans les villes, il fallait également devenir le client d'un patron pour trouver un emploi au XIX^e siècle. En Amazonie et dans le *Nordeste*, on peut encore observer le phénomène, bien que sous des formes moins directes.

(27) L. LEWIN montre que "o poder de base familiar, em sua forma mais conhecida, o coronelismo, ainda sobrevive ao nível local na Paraíba e no Nordeste do Brasil. Esta não é uma revelação surpreendente, se considerarmos a sobrevivência paralela dos latifúndios, das relações de exploração do trabalho nas zonas rurais, da pobreza, do analfabetismo e da doença em muitas partes dos estados nordestinos" (1987, p. 367). M. F. EMMI & R. E. ACEVEDO (1995) font la même constatation en ce qui concerne les oligarchies du Pará, et montrent que leurs bases foncières sont restées relativement intactes. Elles sont en outre capables, par un subtil jeu d'alliances, de survivre à un fonctionnement étatique de type démocratique.

(28) Ce n'est que tout récemment (1996) que le président Fernando Henrique Cardoso a retiré certaines fonctions redistributives des mains de personnalités politiques pour les remettre à une administration anonyme.

(29) G. AVELINO FILHO (1994) montre les insuffisances du modèle des stades de développement politique (sociétés traditionnelles, où le pouvoir est entre les mains de notables locaux ; sociétés "en transition", où les patrons traditionnels sont affaiblis car l'essentiel de la redistribution est effectué par l'État, les partis entrant en compétition

nécessaire de prendre quelque distance avec la thèse de R. Faoro selon laquelle il existerait une sorte d'oligarchie bureaucratique (*estamento*) qui servirait de vivier à la reproduction de la classe politique (30). La politique de masse menée depuis plusieurs décennies n'a certes pas eu pour effet d'évincer les oligarchies traditionnelles (bien qu'elle leur ait interdit certaines formes de reproduction) ni de supprimer les pratiques clientélistes. La compétition pour les positions clef du réseau prestataire-redistributif paraît cependant beaucoup plus ouverte. Des *outsiders* peuvent ainsi occuper des places autrefois réservées à des membres de la parentèle des oligarques. Ces nouveaux venus doivent néanmoins donner des gages de crédibilité ; or la fortune ne suffit pas, il faut montrer une bonne insertion dans le monde politique local et national afin d'avoir accès à la redistribution des fonds publics. Cette crédibilité est encore souvent acquise par la capacité à tisser des alliances avec les politiciens connus de la région, parmi lesquels on compte nombre de parents des oligarques. Un meneur populaire, une fois élu, se trouve face à cette dure réalité qui le contraint à faire des alliances (et donc négocier des fonds et des postes) dans le but de pouvoir réaliser partie de ses promesses électorales. Le fait en soi serait relativement banal s'il ne mettait en cause des pratiques fortement teintées de patrimonialisme.

L'élargissement de la compétition pour accéder aux nœuds du réseau vient en partie de la complexification de la structure sociale et du fractionnement du champ politique. L'Amazonie, foyer d'une intense immigration durant les trente dernières années, en présente une bonne illustration. La distribution de terres aux petits agriculteurs au sein des programmes de colonisation, l'attribution d'aides fiscales et de crédits aux investisseurs, ont offert un nouvel espace à l'extension des pratiques clientélistes, tant à l'échelle fédérale qu'à celle des États. Néanmoins, la multiplication des immigrants, la création de nouveaux *municípios* situés hors de la sphère des oligarchies traditionnelles, l'ouverture de routes facilitant la circulation des produits, la diversification des activités, ont multiplié les représentants politiques et – en principe – marginalisé les anciens dominants. Certains avaient même caressé l'espoir de voir l'Amazonie se transformer en un paradis pour les sans-terre et les petits agriculteurs. Les défenseurs de la réforme agraire avaient raison sur un point : dans le monde rural brésilien, tout changement de statut des dominés devait passer par la conquête de l'autonomie, c'est-à-dire par la propriété de la terre (31), afin

pour la manipulation des fonds publics ; sociétés politiquement développées). En particulier, le modèle ne parvient pas à décrire l'imbrication des stades et sa fonctionnalité.

- (30) AVELINO FILHO (1994) montre que les députés ont beaucoup de mal à obtenir une réélection, le mandat unique étant la règle. La thèse de R. Faoro reste cependant valable jusqu'à la seconde guerre mondiale. Depuis, et particulièrement ces dernières années, les oligarchies jouent davantage le jeu des alliances. Il n'en reste pas moins que pour avoir quelque chose à négocier il faut qu'elles occupent encore une position-clef au regard des enjeux électoraux (capacité de mobilisation) et de la redistribution des fonds publics.
- (31) L'État a volontairement confondu réforme agraire et colonisation afin d'éviter les conséquences d'une véritable réforme, toujours réclamée par les partis de gauche. Aujourd'hui, la plupart des militants et organisations qui défendent la réforme agraire reconnaissent que la propriété de la terre n'est pas une condition suffisante (sans moyens de produire et de commercialiser, elle engendre la misère ou la capitalisation par la revente). Elle pourrait même ne pas être nécessaire, dans de nombreux cas, pour assurer une vie décente aux agriculteurs si la contractualité et les rapports démocratiques constituaient le fondement des liens sociaux. En l'état actuel de la société brésilienne, cependant, la réforme reste une revendication symbolique et stratégique importante pour le mouvement démocratique.

d'éviter la position d'assujéti. L'Amazonie, malgré ses apparentes disponibilités foncières, n'a pas joué ce rôle. Le processus enclenché a entraîné une exacerbation des conflits entre *fazendeiros* et *posseiros* pour les terres accessibles, le développement de l'individualisme et la recherche désespérée de trajectoires ascendantes. Devant l'échec du processus agricole proprement dit (distance au marché, coûts élevés du transport, difficultés d'obtention du crédit, technologies peu productives, etc.), la faiblesse de l'accumulation à travers la production, et les possibilités significatives d'accumulation dans la sphère de la circulation-commercialisation, de nombreux colons ont activement recherché les positions d'intermédiaires (avec le marché, mais aussi avec toute sorte de mannes). Les nouveaux intermédiaires et "apprentis patrons" recourent au même vocabulaire de l'assistance et de l'échange que les anciens patrons. Même dans le cadre purement agricole, les petits agriculteurs mieux situés (plus près des commerces, de la route), et capables de rémunérer éventuellement quelques travaux, acceptent sur leur lot des *agregados*, *meeiros* et *moradores* (le mot est souvent employé) selon des formes d'entente qui ressemblent à s'y méprendre aux accords pratiqués sur les grands domaines, à ceci près que la distance sociale est (encore ?) nettement plus faible. La deuxième stratégie – associée ou non avec la première – est l'adoption généralisée de l'élevage bovin, dont l'une des conséquences est de favoriser la concentration foncière. Par ailleurs, la difficulté à trouver une terre bien située – permettant la vente du produit dans des conditions acceptables – quand le candidat ne dispose pas de capital pour l'acheter, ainsi que le problème de la survie avant la première récolte, multiplie non seulement les *agregados* mais les ruraux à la recherche de travail. Or, la plus importante offre de travail se trouve chez les grands propriétaires. Cette dépendance objective – de même que celle qui fait dépendre les petits agriculteurs des avances en produit ou argent effectuées par les commerçants – rend difficile et ambiguë la mobilisation politique (32).

De nouvelles voies d'intermédiation et de dépendance personnalisée sont paradoxalement introduites par les tentatives d'organisation et de prise de parole des populations dominées. La réalisation de projets de développement, l'intervention d'organisations non gouvernementales – avec leurs aides internationales –, la multiplication des représentations syndicales et des partis politiques, l'apparition de mouvements corporatistes, identitaires et régionalistes, intervenant dans un espace social non structuré démocratiquement, offrent un terrain de choix à la reproduction des pratiques clientélistes. Il n'est en soi pas étonnant que les représentants des mouvements, partis et syndicats qui prônent un changement radical soient eux-mêmes souvent pris dans les rets du réseau d'échange de faveurs et d'obligations. Cela ne doit pas conduire à sous-estimer ce que des alliances démocratiques, appuyées sur les mouvements sociaux et la mobilisation de la société civile, peuvent accomplir lorsqu'elles sont fermement décidées à changer les règles du jeu politique. Cela ne veut pas dire non plus que la circulation plus intense de la parole n'entraînera pas le renforcement des nouvelles valeurs de la citoyenneté et de la démocratie, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives d'action politique. Cela signifie avant tout que les pratiques clientélistes sont constamment réalimentées par l'existence de

(32) Il en va de même des réseaux clientélistes tissés au niveau local lors des élections.

très fortes inégalités sociales. Tant qu'un certain degré d'autonomie économique ne sera pas atteint par les "clients" potentiels, le plein exercice de la citoyenneté sera difficile et toutes les formes d'aide et d'intervention courront le risque d'être partiellement détournées dans leur usage et dans leur signification.

Janvier 1996
Philippe LÉNA
ORSTOM, Paris

BIBLIOGRAPHIE

- AVELINO FILHO, G. 1994, "Clientelismo e política no Brasil : revisitando velhos problemas", in *Novos Estudos*, São Paulo, 38, pp. 225-240.
- BOISSEVAIN, J. & MITCHELL, J.C., eds. 1973, *Network Analysis Studies in Human Interaction*, La Haye/Paris, Mouton.
- BOURDIEU, P. 1980, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit.
- EMMI, M. F. & ACEVEDO, R. E. A. 1995, *Oligarquias no Pará : crise e rearticulação*, collection "Papers", Belém, NAEA/UFPA.
- FAORO, R. 1989, *Os donos do poder. Formação do patronato político brasileiro*, 8^a ed., 2 vol., São Paulo, Éd. Globo.
- GARCIA, A. 1989, *Libres et assujettis. Marché du travail et modes de domination au Nordeste*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme.
- GEFFRAY, C. 1995, *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne*, Paris, Karthala.
- HEERS, J. 1981, *Esclaves et domestiques au Moyen-Âge dans le monde méditerranéen*, Paris, Fayard.
- HERMET, G. 1983, *Aux frontières de la démocratie*, Paris, PUF.
- LEAL, V. NUNES 1986 [1949], *Coronelismo, enxada e voto*, São Paulo, Alfa-Omega.
- LEWIN, L. 1987, *Política e parentela na Paraíba. Um estudo de caso da oligarquia de base familiar*, Rio de Janeiro, Record.
- MAESTRI, M. 1991, *L'esclavage au Brésil*, Paris, Karthala.
- MÉDARD, J.-F. 1976, "Le rapport de clientèle, du phénomène social à l'analyse politique", *Revue française de sciences politiques*, 26 (1), pp. 103-131.
- "L'État néo-patrimonial en Afrique noire", in J.-F. Médard (org.) *États d'Afrique noire*, Paris, Karthala.
- MEILLASSOUX, C. 1975, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspéro.
- SAHLINS, M. 1976, *Âge de pierre âge d'abondance : l'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard.
- SCHMIDT, S. W. ; GUASTI, L. ; LANDÉ, C. H. ; SCOTT, J. C. (eds.) 1977, *Friends, Followers and Factions. A Reader in Political Clientelism*, Berkeley, University of California Press.
- TEMPLE, D. & CHABAL, M. 1995, *La réciprocité et la naissance des valeurs humaines*, Paris, L'Harmattan.
- WEBER, M., 1971 *Économie et société*, Paris, Plon.
- WOLF, E. R., 1966 *Peasants*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall, Inc.